



Rebonds

L'enfer des salariés des supermarchés

MARYLISE LEBRANCHU députée socialiste du Finistère.

QUOTIDIEN : mercredi 6 février 2008

En France, les salariés n'ont pas l'habitude, contrairement à ce que la majorité semble croire, de faire grève sans raison. Le ras-le-bol dans la grande distribution était prévisible. La grande distribution offre des carrières d'encadrement, certes, mais la grande majorité des métiers qui font «tourner» les unités de ventes ou magasins indépendants multiplient les temps partiels imposés, reculent sur l'organisation des horaires et génèrent des salaires faibles que la participation ou l'intéressement corrigent tellement peu, même si, parfois, l'intéressement représente un treizième mois. Lorsque le salaire net est inférieur à 1 100 euros, ce n'est pas un luxe, ce n'est que nécessité !

Le temps partiel, créé pour permettre la conciliation d'une vie de famille et d'une activité rémunérée, est devenu un enfer pour les salariés de ce secteur. A ce constat, il faut mettre en parallèle les bénéfices des entreprises de la grande distribution, qui ne font que croître année après année. La répartition de ces profits entre investissement, rémunération du capital et augmentation des salaires se fait toujours au bénéfice des actionnaires. S'il existait des problèmes de concurrence immédiate, des tensions sur les résultats, on pourrait comprendre une politique temporaire et restrictive des salaires. Mais quand le temporaire devient permanent, il y a alors un problème de politique sociale et de répartition des fruits de la croissance.

C'est cela, le cœur de la revendication des salariés de la grande distribution. Et ce ne sont pas les 50 euros d'augmentation pour un échelon gravi ou les 80 euros d'heures supplémentaires, mesures applaudies par la ministre Lagarde comme un super-coup de pouce au pouvoir d'achat, qui répondront aux paiements des heures de garde des enfants consécutifs à l'augmentation du temps de travail des parents !

Il est urgent que le gouvernement prenne conscience de la réalité des revendications sociales de notre pays. Urgent que l'on revienne à une économie qui investit et partage sa richesse au profit de l'intérêt général et non pour le bien d'une infime partie de notre société. Et que dire de la promesse gouvernementale d'ouvrir les magasins le dimanche pour doper la croissance ? Quand on n'a pas de sous dans la semaine, on n'en a pas le dimanche non plus !

Récupérer le même chiffre d'affaires sur plus d'heures donc plus de salaires et plus de frais fixes, c'est diminuer les marges des entreprises. Il s'agit donc bien de récupérer les clients d'autres entités commerciales de proximité, ce qui posera alors problème aux commerçants des centres-villes.

Les petites et moyennes communes voient pourtant ouvrir de moyennes surfaces de décoration ou d'ameublement appuyées sur des PME innovantes qui tirent la production française vers le haut et qui nous font gagner des parts de marché à l'exportation en assurant leurs bases de carnet de commandes en France. L'ouverture longue oblige à des salaires bas, donc peu de pouvoir d'achat global disponible, et pousse les distributeurs à chercher des produits fabriqués dans des pays où la main-d'œuvre est encore exploitée, pour faire baisser les coûts, et ce sera une nouvelle perte pour notre balance commerciale. Economiquement absurde, socialement injuste, cette décision déstructurera la vie sociale et familiale qui a de moins en moins de temps pour s'épanouir.

Si c'est cela le choix de civilisation du président Sarkozy, c'est une civilisation de régression. Sarkozy et l'UMP remettent en cause la durée légale du travail ? C'est la France d'avant 1919, date à laquelle la durée légale a été fixée pour la première fois. Ils remettent en cause la retraite par répartition et les remboursements de Sécurité sociale ? C'est la France d'avant 1945 et du Conseil national de la résistance. Ils veulent que les Français travaillent le dimanche ? C'est la France d'avant 1906, date à laquelle le dimanche est devenu un jour de repos hebdomadaire. Ils veulent augmenter le pouvoir d'achat en développant la participation ? C'est ce que le général de Gaulle proposait pour répondre aux grèves de 1968. Rien de nouveau, recettes archaïques...

Pourtant, nous avons devant nous un véritable débat de société. La crise de la Société générale démontre la folie financière qui s'est emparée du monde. C'est d'éthique et de justice dont il faut parler, surtout à la veille de la présidence française, car l'Union européenne ne peut laisser faire sans rien dire. Tous les acteurs sociaux doivent prendre conscience que nous allons collectivement dans le mur si rien ne bouge. Le patronat ne peut

rester sourd face à cette situation ; s'il ne veut pas comprendre, le législateur a le devoir d'agir. Les salariés de la grande distribution ont attendu depuis des années, leur colère est juste, elle conjugue progrès social et réflexion sur la croissance durable.

<http://www.liberation.fr/rebonds/308286.FR.php>

© Libération